

DIX ANNÉES DE DISCOURS, DE DÉCLARATIONS ET D'EFFETS D'ANNONCES

Aucun acte concret contre la corruption qui continue d'exploser

Le candidat Abdelaziz Bouteflika a fait jeudi 12 février à Alger une déclaration annonçant sa candidature à l'élection présidentielle du 9 avril prochain. Contrairement à ses précédents discours, la lutte contre la corruption était absente, ni dans son bilan ni dans ses projets pour son 3^e mandat. Faut-il y voir la reconnaissance d'un échec supplémentaire et d'une sorte de deal entre factions du pouvoir visant à abandonner toute velléité de lutter contre la corruption ?

Dans son discours de jeudi, il a affirmé que «(...)l'Algérie joue un rôle dynamique au service du sursaut de notre continent, à travers l'Union africaine et dans le cadre du Nepad (...)». Or, cette organisation continentale qui bat de l'aile et a fait la démonstration de son inutilité et de son inefficacité, a adopté malgré elle, en 2003, une convention de lutte contre la corruption qui est toujours non appliquée.

Ce n'est que lors de son dernier sommet des chefs d'Etat, il y a quelques jours, — où Bouteflika avait brillé par son absence — que les membres du conseil consultatif de cette convention ont été désignés, soit six années plus tard (!) : c'est un peu trop pour un organe consultatif.

Toujours dans sa déclaration, Bouteflika a ajouté que «(...)l'Algérie œuvre à promouvoir ses droits économiques, tout comme elle poursuit ses négociations en vue de son adhésion à l'Organisation mondiale du commerce, dans des conditions favorables à notre développement national (...)». Or, il apparaît de plus en

plus que le gouvernement algérien, dopé par les recettes du pétrole, n'est plus intéressé par une adhésion à l'OMC, adhésion qui risque de mettre à nu les pratiques opaques du pouvoir !

Et le candidat-président Bouteflika d'ajouter que «(...) nous avons ainsi enregistré un total de près de 250 milliards de dollars investis, dont près de 160 milliards de dollars d'investissements publics dans divers secteurs, et notamment pour la satisfaction des besoins socioéconomiques de la population (...) ». Il n'est un secret pour personne, et nous l'avons souvent signalé dans ces colonnes, qu'une bonne partie de ce «trésor» a été dilapidée, utilisée à mauvais escient et a été l'objet de gaspillage et de gabegie.

Un fonds de régulation des recettes géré dans l'opacité
«(...) Nous avons toujours cherché à garantir la stabilité des capacités du budget public, ce qui se reflète aujourd'hui par une épargne de l'Etat de plus de 4 000 milliards de dinars dans le Fonds de régulation des recettes, alors que la dette publique intérieure a été ramenée

de près de 1 800 milliards de dinars à près de 700 milliards de dinars aujourd'hui», a affirmé le candidat du pouvoir à l'élection présidentielle, ajoutant que «tout cela aidera notre pays à faire face aux années difficiles qui s'annoncent avec la baisse des recettes en provenance des hydrocarbures, lesquelles constituent encore la part dominante des recettes de l'Etat».

Malheureusement, ce fonds, comme la multitude des autres fonds qui sont créés chaque année, est géré de manière opaque et discrétionnaire, et l'opinion publique est volontairement laissée dans l'ignorance.

Comment peut-il déclarer, alors qu'il vient de se donner une présidence à vie, que «(...) chacun sait que l'avenir du pays ne saurait dépendre d'un seul homme ni des seules institutions de l'Etat» ? Et de souligner — alors que la répression contre la société civile bat son plein —, que «cet avenir doit être pris en charge par le peuple lui-même qui doit assurer l'ancrage du pays dans ses valeurs et dans ses choix fondamentaux, ainsi qu'une implication plus grande de la société dans la

construction nationale, et faire prévaloir la volonté du peuple souverain dans la définition et dans la réalisation de notre avenir national (...)» Or, on sait que les dénonciateurs et les témoins de la corruption sont systématiquement victimes de représailles de leur employeur, des services de sécurité et de la justice.

La loi anti-corruption du 20 février 2006 aux oubliettes

Et le candidat Bouteflika d'annoncer un de ses engagements pour son 3^e mandat «(...) relatif à la poursuite du processus de réformes de la gouvernance dans tous les domaines (...)», alors que toutes les dispositions de la loi de prévention et de lutte contre la corruption du 20 février 2006 ne sont pas du tout appliquées !

«(...) Nous maintiendrons la politique nationale de justice sociale et de solidarité nationale, tout en veillant à lutter contre les gaspillages, et à l'orienter davantage vers ses destinataires légitimes (...)», a ajouté le futur heureux élu du 3^e mandat.

Mais alors pourquoi maintenir le

projet dit de la Grande Mosquée d'Alger au coût faramineux et scandaleux de 3 milliards de dollars ? Bouteflika a aussi assuré que l'Etat mobilisera «encore plus intensément» ses ressources au service du développement du pays, soulignant qu'il envisage de porter cet engagement à l'équivalent de 150 milliards de dollars les cinq prochaines années !

Encore une nouvelle enveloppe pour la commande publique de l'Etat qui sera gérée certainement en grande partie par les pratiques abusives et illégales du gré à gré. Trop d'argent qui va partir en fumée, alors que le «programme des grands projets publics de 2005-2009» connaît un énorme retard. Les Algériens doivent tout faire pour exiger des comptes à tous les niveaux et que des bilans sans complaisance soient faits. Il y va de la sauvegarde des ressources financières du pays.

Djilali Hadjadj

(*) NDLR : projet de développement économique, en panne de vision et de financement

L'INCONTOURNABLE COMBAT DE PROXIMITÉ

Promouvoir une gestion locale transparente et efficace

En Algérie, les collectivités locales sont confrontées à toute une série de contraintes qu'il convient de prendre en compte pour promouvoir une gestion locale transparente et efficace. Parmi ces contraintes, on peut citer : l'absence, dans la majorité des cas, d'élections libres et transparentes ; la forte tutelle du pouvoir central et administratif, exercée sur les collectivités locales, ainsi qu'une décentralisation inefficace ; le manque de ressources humaines et financières ; une gabegie budgétaire chronique et une mauvaise utilisation des ressources ; le manque de compétences et de gestionnaires dans l'administration ; le taux important d'analphabétisme parmi les élus ; la faible participation de la société civile aux affaires locales ; la méconnaissance par les citoyens de leurs droits et devoirs ; les grande et petite corruption généralisées ; l'enrichissement très fréquent des élus locaux ; et les nombreux obstacles qui rendent l'accès à l'information difficile, sinon impossible. Le tout étant principalement l'affaire des citoyens intègres.

D. H.

L'AFFAIRE DE TOUS, MAIS COMMENT FAIRE FACE À UN POUVOIR LIBERTICIDE ?

Luttes citoyennes en souffrance et répression tous azimuts

Pour lutter contre la corruption, un pays doit disposer de lois qui s'inscrivent dans le respect des droits humains. Ces lois doivent régulièrement être adaptées aux besoins de la lutte contre la corruption et s'inspirer des expériences internationales. Il ne suffit pas que ces lois existent, elles doivent être respectées et appliquées. Selon le contexte démocratique, ces lois gagneraient à s'appuyer sur d'autres dispositions réglementaires consacrées par la Constitution : séparation des pouvoirs et indépendance de la justice, liberté d'expression, droit à l'information et liberté de la presse, élections démocratiques et alternance politique, etc.

Si dans un pays donné la lutte contre la corruption est l'affaire de tous, elle ne peut enregistrer de succès durables que si elle s'inscrit dans une coopération internationale entre l'en-

semble des acteurs qui en ont fait leur combat, comme elle doit aussi prendre connaissance et s'inspirer des mécanismes internationaux mis en place à travers de multiples initiatives de par le monde.

On est encore très loin d'un contexte favorable pour lutter contre la corruption en Algérie. Mais comment faire face à un pouvoir liberticide et ne reculant devant rien pour se perpétuer et se nourrir de prédatrices à grande échelle ? Ne jamais se résigner. Ne pas baisser les bras. Continuer à dénoncer et à confondre corrompus et corrupteurs, preuves à l'appui. Mener, élargir et intensifier une «guérilla» pacifique contre la corruption, en privilégiant l'action de proximité et sur la durée. Un long combat que les Algériens intègres se doivent de poursuivre.

D. H.

Des mots pour le dire

Le clientélisme, les conflits d'intérêts, le népotisme, le copinage et le corporatisme gangrènent les institutions de la République en Algérie

Le clientélisme, les conflits d'intérêts, le népotisme, le copinage et le corporatisme font des ravages en Algérie, fléaux en pratique depuis l'indépendance du pays, favorisés par le système du parti unique, amplifiés par l'absence de démocratie et les violations des droits de l'homme. Ces pratiques baignent dans un système, où «le pouvoir absolu corrompt absolument» (Montesquieu dans *l'Esprit des lois*). Leur ampleur, selon les années, varie en fonction de l'abondance des recettes du pétrole, ce qui explique leur recrudescence ces 10 dernières années et l'arrivée de milliers de prédateurs et pilliers en tous genres, «petits et grands», au sein du pouvoir et à sa périphérie, saisissant la moindre occasion pour se remplir les poches en toute illégalité et sans retenue, serviles à souhait au service des puissants du moment. Ces pratiques sont bien définies. Des mots pour le dire.

Clientélisme. Le clientélisme consiste pour le détenteur d'une autorité à accorder des avantages indus pour fidéliser des personnes et en faire ses obligés. Le clientélisme recouvre plusieurs pratiques : le recrutement d'agents sur la seule base d'affinités

politiques au mépris des règles en vigueur ; la création de postes en faveur d'amis politiques alors que leur utilité n'est pas avérée ; l'utilisation d'une position de pouvoir pour assurer l'impunité d'amis politiques qui auraient commis des actes répréhensibles ; l'orientation de l'aide sociale aux populations en fonction de l'appartenance politique ; le fait de favoriser sa région dans le choix d'implantation d'un projet de développement au détriment de sites plus appropriés.

Conflit d'intérêts. Situation dans laquelle un décideur se trouve lorsqu'il existe une contradiction entre ses intérêts personnels directs ou indirects et ceux relevant de ses fonctions. Le conflit d'intérêts est inhérent au fonctionnement des rapports sociaux et nécessite un mode de gestion particulier.

Népotisme. Historiquement et étymologiquement, le népotisme (du latin nepos, neveu) est une forme de favoritisme qui régnait au Vatican, en particulier au XVI^e siècle, consistant pour un pape à attribuer des titres, des donations ou des faveurs à ses parents, notamment à ses neveux, d'où l'origine du mot. De nos jours, et par extension,

le népotisme désigne une pratique qui, pour un responsable (élu, haut fonctionnaire, notable, dirigeant d'entreprise...), consiste à distribuer des honneurs, des avantages ou des emplois à des membres de sa famille, à des amis ou à des proches, plutôt qu'aux personnes qui y ont droit (logement, par exemple) ou qui sont les plus compétentes (promotion, attribution de postes). Le népotisme est donc un abus d'influence et d'autorité qui génère des injustices en écartant «ceux qui ne sont pas de la famille». Il s'apparente au clientélisme, voire à des pratiques mafieuses.

Copinage. Forme de népotisme dans laquelle les faveurs vont aux amis et aux collègues. Dans l'usage populaire, les deux termes ont tendance à se confondre.

Corporatisme. Manifestation du copinage. Ainsi par exemple, dans de nombreux pays, des hauts postes sont attribués de préférence aux membres d'un même corps professionnel et les nominations des membres du gouvernement se font souvent sur la base du copinage.

D. H.

CITATION POUR LA PETITE HISTOIRE

Servitudes et volontés brisées

C'est cela qu'Alexis Tocqueville, dans un texte prémonitoire, *De la démocratie en Amérique*, qualifie de «servitude douce» des sociétés démocratiques : «Le souverain étend ses bras sur la société tout entière. Il en couvre la surface d'un réseau de petites règles compliquées, minutieuses et uniformes, à travers lesquelles les esprits les plus originaux et les âmes les plus vigoureuses ne sauraient se faire jour pour dépasser la foule ; il ne brise pas les volontés, mais il s'oppose sans cesse à ce qu'on agisse, il ne détruit point, il empêche de naître, il ne tyrannise point, il gêne, il comprime, il énerve, il éteint, il hébète et il réduit enfin chaque nation à n'être plus qu'un troupeau d'animaux timides et industrieux, dont le gouvernement est le berger.»